

## « Les conséquences économiques de l'élargissement de l'Union Européenne »

*Compte-rendu de la conférence-débat donnée par :*

**M. Bronislaw Geremek**, titulaire de la Chaire de civilisation européenne au Collège d'Europe, ancien ministre polonais des Affaires Etrangères.

**M. Eneko Landaburu**, directeur général de l'Elargissement à la commission européenne.

**M. François Saint-Paul**, directeur de cabinet de Mme **Noëlle Lenoir**, ministre déléguée aux affaires européennes.

M. Sylvain Kahn, directeur des Affaires Européennes de l'IEP a ouvert la conférence-débat. Il a présenté et remercié les intervenants. Il a ensuite insisté sur l'intérêt qu'avait manifesté Sciences-po ces cinq dernières années pour la question de l'élargissement de l'Union Européenne. Il a rappelé que de nombreux projets collectifs réalisés par les étudiants de Sciences-po avaient concerné ce sujet. Il a mis l'accent sur la volonté affichée par l'IEP de voir des « générations européennes » se former, notamment à travers la rencontre d'étudiants de nationalités européennes au sein de Sciences-po qui compte déjà 15% d'étudiants venant des pays d'Europe centrale et orientale.

M. Eneko Landaburu a introduit la conférence. Il s'est présenté comme étant « de ceux qui croient en la 'réunification européenne' ». Tout d'abord parce qu'elle répond à une obligation morale ; ensuite parce qu'elle répond à une nécessité politique, en ce qu'elle permettra de créer un espace de paix, de sécurité, et de défense des valeurs européennes ; et enfin - c'était l'enjeu de la conférence- parce qu'elle constitue un apport sur le plan économique. M. Landaburu est revenu sur les craintes affichées par l'opinion publique à l'égard du processus d'élargissement et a tenté de montrer en quoi celles-ci n'étaient pas fondées.

Tout d'abord, cet élargissement conduirait à une augmentation des disparités économiques, régionales, territoriales et sociales dans la mesure où le niveau de vie moyen des dix pays qui rejoignent l'Union est de 40% inférieur à au niveau de vie moyen actuel. En effet, c'est la première fois que l'élargissement se fait vers des pays qui ont une telle différence de niveau de vie. Avec l'élargissement, l'écart entre les régions les plus faibles économiquement et les régions les plus fortes va passer de 2,6 à 4. Mais M. Landaburu a insisté sur la possibilité pour ces pays d'être des moteurs de la croissance pour l'Europe. La deuxième crainte concerne les risques de délocalisation des industries vers ces pays. Le risque est incontestable, mais il existe de toute façon parce que nous nous insérons dans le cadre d'une économie de marché. M. Landaburu s'est étonné de voir ses concitoyens espagnols exprimer des plaintes à ce sujet, alors qu'ils en ont eux-mêmes profité dans le passé. Par ailleurs, les études récentes ont montré que les investissements directs à l'étranger (IDE) ne se ferait pas au détriment des IDE dans nos pays. Enfin, l'entrée de ces pays dans l'Union Européenne amènerait un flux important de travailleurs et provoquerait une déstabilisation du marché du travail. M. Landaburu a rappelé qu'à l'époque de l'entrée de l'Espagne dans l'UE, les mêmes craintes

avaient été exprimées par la France. Or le scénario catastrophe ne s'est pas présenté. De plus, dans les négociations, l'UE a imposé des contraintes pour limiter ces flux pendant une période transitoire de 7 ans. Cette période transitoire a été négociée pour des raisons politiques, mais selon M. Landaburu, les faits démontreront qu'il n'y avait pas de crainte à avoir à ce sujet. En fait, la menace que constitueraient ces pays sur le plan économique n'est pas réelle.

Au contraire, M. Landaburu a insisté sur les avantages économiques que ces pays étaient susceptibles d'apporter à l'UE. Ces pays ont tout d'abord un potentiel de croissance nettement supérieur au notre. Les études de la Commission démontrent que jusqu'en 2008, ces pays peuvent espérer bénéficier d'une croissance de 4% tandis que celle des pays de l'UE sera sans doute de 2%. Cette croissance supérieure va incontestablement attirer des industries. Or ces investissements profiteront à nos entreprises. Ensuite, ces pays ont fait preuve ces dernières années d'un dynamisme économique incontestable. Enfin, ils ont déjà réussi à réorienter leurs flux commerciaux pour faire de l'UE leur partenaire économique privilégié (16 % des exports et 14 % des imports).

L'UE doit développer des politiques de cohésion économique. Le rattrapage de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce est en partie dû à cette solidarité, qui a été favorable à l'Europe. Ces pays nous apporteront leur dynamisme et nous leur apporterons les techniques. « Le temps est venu de passer de l'élargissement à l'approfondissement pour 'réunifier l'Europe' ».

M. Landaburu a conclu son intervention par une phrase de M. Geremek lors des négociations pour l'adhésion : « Nous sommes en train de réconcilier la géographie et l'Histoire ».

B. Geremek a ensuite pris la parole. Il a expliqué avec beaucoup d'humour mais aussi beaucoup de sensibilité la spécificité de cet élargissement. « Cet élargissement n'est pas comme les autres. Il a une dimension historique. Il faut que l'Europe retrouve son unité ».

Il a insisté sur le long et douloureux processus d'adaptation qu'ont connu les pays candidats. Avec le début des réformes économiques, dès 1989-1990, la Pologne a vu son niveau de vie baisser de 20%. Aujourd'hui, il faut trouver le moyen de générer un facteur politique de toute première importance : l'espoir de la population. « Nous ne disposons pas d'autres moyens pour générer l'espoir que d'entrer dans l'UE », a-t-il ajouté. Ces pays ont besoin d'une modernisation, parce qu'ils ont été maintenus dans le cadre d'une économie lourde, planifiée et inefficace pendant un demi siècle. Il ne s'agit pas seulement d'un changement technologique mais aussi d'un changement social, d'un changement de style de vie. En Pologne, la restructuration de l'industrie sidérurgique a provoqué la mise au chômage de plus de 150 000 ouvriers. Dans le domaine de l'agriculture, il serait nécessaire que 1.400 000 fermes disparaissent tout en offrant des possibilités de travail pour les jeunes générations, alors que le taux de chômage en Pologne atteint 18%, et même 35% dans certaines régions. Ce processus douloureux est perçu par la population comme imposé par Bruxelles. Il est important d'expliquer aux populations des nouveaux entrants que l'accession à l'UE va permettre de soulager la souffrance humaine. M. Geremek a qualifié le processus d'élargissement de l'UE vers ces pays de « décision courageuse ». Mais, comme l'UE est aussi en crise économique, elle n'a pas pu offrir aux pays candidats les mêmes conditions que lors des élargissements précédents, notamment en ce qui concerne la cotisation annuelle. Les transferts d'argent vers les pays candidats seront donc limités. M. Geremek a expliqué la difficulté pour un pays comme la Pologne de participer à la compétitivité européenne, du fait de l'incapacité à trouver des « niches technologiques ». La Pologne ne peut que « produire des

boomerangs pour les exporter vers l'Australie » a –t-il expliqué avec humour. Il faut absolument investir dans l'éducation et la recherche dont les taux sont dramatiquement bas.

Par ailleurs, sur le plan social, des réformes importantes sont aussi à mettre en œuvre. Les structures sociales des pays candidats sont assez conservatrices, et laissent peu de place aux classes moyennes, à la bourgeoisie et aux entrepreneurs. De plus, la majeure partie de la population a été formée dans le cadre de l'économie d'Etat et est mal préparée à une économie de marché. M. Geremek a conclu son intervention en expliquant qu'il fallait bien être conscient que l'unification de l'Europe consistait en l'unification de deux Europe qui ont non seulement une histoire différente mais aussi des traditions de développement économique différentes. Dépasser ces divisions constitue un immense défi mais « le dividende de la paix sera toujours supérieur aux dépenses de l'Union » a-t-il conclu.

M. François de Saint-Paul, a ensuite insisté sur la nécessité pour ces pays d'adhérer à l'Union, notamment pour accéder aux politiques communautaires. Aux partisans d'un simple Espace Economique Européen, il a répondu qu'il n'était pas envisageable d'adhérer à des règles sans participer à la prise de décision de celles-ci. Enfin, concernant les perceptions, il a expliqué que les derniers sondages concernant l'élargissement avaient eu des résultats positifs. Si le mur existait encore intellectuellement il y a une an, aujourd'hui 52% de la population se déclarent favorables à l'élargissement. Pour M. Saint –Paul, ce sont sans doute les débats à la Convention qui ont contribué à ce changement en créant un forum permanent sur les questions européennes, en familiarisant les gens avec l'idée que l'Europe est proche et s'accomplit.

La première question du débat a concerné le référendum polonais du 9 juin prochain. « Etes-vous confiant ? » ont demandé à M. Geremek les élèves qui avaient organisé la conférence. « Je devrais répondre OUI, mais le doute existe », a –t-il répondu. Le doute concerne le taux de participation. Mais s'il y a 50 % de participation, le « Oui » l'emportera sûrement. Sinon, le Parlement décidera à la majorité des 2/3 mais ce serait un semi échec. M. Geremek était néanmoins plutôt optimiste, notamment parce que l'exemple lituanien pouvait influencer positivement la Pologne. (En Lituanie, la participation a atteint 60 % dont 90% de OUI).

Ensuite, M. Landaburu, a expliqué que cet élargissement avait sans doute été le mieux préparé de tous dans la mesure où pour la première fois nous disposons des critères de Copenhague, ainsi que du critère de capacité administrative de mise en œuvre de l'acquis communautaire.

La parole a ensuite été laissée à l'assistance. Le débat a porté notamment sur les « marchandages » auxquels se sont livrés les 15 et les pays candidats à Copenhague. La réponse des intervenants a été positive. La question qui était importante était celle des fonds structurels et de cohésion. Le problème de l'investissement devra se régler dans l'UE. Une question a porté sur la solidarité politique –pendant nécessaire de la solidarité économique appelée de leurs vœux par les pays candidats. « Qu'en est-il étant données les positions divergentes qui se sont exprimées dans le contexte du conflit irakien ? » M. Geremek a répondu que la Pologne était accusée d'avoir brisé la Pesc alors même que, comme l'avait dit H. Védrine, celle-ci n'existait pas. Il y avait déjà des divergences à l'intérieur de l'UE. M. Geremek a néanmoins affirmé la nécessité pour l'Europe de parler d'une seule voix. Pour la défense européenne, il a appelé une relance de l'esprit de Saint Malo et réaffirmé sa conviction qu'une défense européenne serait impossible sans l'Alliance Atlantique et la Grande Bretagne. « L'Europe est faite de différences et sans doute, est-ce là sa richesse. Mais ces différences ne doivent pas devenir des divergences ou des divisions. Ces nouveaux pays

apportent beaucoup de choses, mais aussi des souvenirs douloureux de leur Histoire. Dans les pays de l'Est, le problème de la guerre et la paix nous touche de près. Nous avons besoin de garanties pour notre sécurité. Mais les différences de culture politique ne doivent pas empêcher la coopération et la solidarité ».